



Conseil économique et social

Distr. générale
22 mai 2009
Français
Original : anglais

Session de fond de 2009

Genève, 6-31 juillet 2009

Point 15 de l'ordre du jour provisoire*

Instituts de recherche et de formation des Nations Unies

Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies sur l'activité de l'Université

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Activités de base	5
III. Projets et activités de recherche menés en 2008	7
IV. Développement des capacités en 2008	18
V. Communication et diffusion en 2008	20
Annexe	
I. Membres du Conseil de l'UNU	24
II. Système de l'Université des Nations Unies	26

* E/2009/100.



Abréviations

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FMI	Fonds monétaire international
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
INFOODS	Réseau international de systèmes de données relatives à l'alimentation
INWEH/UNU	Réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé
ITL	Institut international pour la technologie des logiciels
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNU	Université des Nations Unies
UNU-BIOLAC	Programme d'activités biotechnologiques en Amérique latine et dans les Caraïbes
UNU-MERIT	Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie
UNW-DPC	Programme d'ONU-eau pour le développement des capacités dans le cadre de la Décennie

I. Introduction

1. L'Université des Nations Unies (UNU) a pour mission de contribuer, grâce à une collaboration en matière de recherche, à des activités de renforcement des capacités et à la formulation de conseils, à la résolution des problèmes mondiaux pressants qui intéressent l'Organisation des Nations Unies (ONU), ses États Membres et leurs peuples. Elle offre aux décideurs du monde entier un regard neuf et original sur les problèmes actuels, une analyse active de leur évolution et des solutions viables pour les résoudre. Elle s'intéresse principalement à la problématique de la durabilité (qui comprend, entre autres, celles de la sécurité des populations, de la paix, de l'environnement et du développement), et tout particulièrement aux problèmes que les pays en développement doivent surmonter en la matière.

2. En 1969, U Thant, qui était alors Secrétaire général de l'ONU, a proposé la création d'une université d'un type nouveau, qui se consacrerait à la recherche sur les problèmes mondiaux pressants et favoriserait la compréhension entre les peuples. Dans sa résolution 2951 [XXVII], en date du 11 décembre 1972, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé la création de l'Université des Nations Unies et, dans sa résolution 3081 [XXVIII] en date du 6 décembre 1973, en a adopté la Charte. Basée à Tokyo, l'Université fonctionne depuis le mois de septembre 1975.

3. L'Université est « une communauté internationale de savants vouée à la recherche, à la formation postuniversitaire et à la diffusion du savoir en vue d'atteindre les buts et d'appliquer les principes de la Charte des Nations Unies » (art. I.1 de sa Charte) et « consacre ses activités à la recherche sur les problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité » (art. I.2 de sa Charte). C'est un laboratoire d'idées pour le système des Nations Unies, un pont entre celui-ci et la communauté universitaire internationale, une source de renforcement des capacités (particulièrement pour les pays en développement) et une plate-forme de dialogue et de formulation d'idées nouvelles et créatives.

4. L'Université est placée sous le double parrainage de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et jouit « de l'autonomie dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies » et « des libertés universitaires nécessaires à la réalisation de ses objectifs » (art. II.1 de sa Charte). Elle est, par conséquent, idéalement placée pour contribuer à la création et à l'échange de connaissances présentant un intérêt au vu des missions et des travaux des Nations Unies et à la mise en pratique de ces connaissances sous forme de politiques, stratégies et programmes d'action reposant sur des bases théoriques solides.

5. L'Université maintient en permanence des rapports de dialogue et d'étroite coopération avec un large éventail d'organismes, programmes, commissions, fonds et secrétariats de conventions du système des Nations Unies, par le biais d'accords formels ou d'activités communes fondées sur des liens fonctionnels. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), le Programme

commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'UNESCO, et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) sont ses principaux partenaires au sein du système des Nations Unies. L'Université collabore aussi avec le Secrétariat de l'ONU, notamment son Département des affaires économiques et sociales, et avec d'autres organismes du système des Nations Unies tels que la Commission économique pour l'Afrique, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Au plus haut niveau, l'Université contribue aux travaux des Nations Unies et assure un suivi des grandes questions pressantes auxquelles elle peut apporter un éclairage dans le cadre des réunions du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et d'échanges de vues avec deux des comités du Conseil : le Comité de haut niveau sur les politiques et le Comité de haut niveau sur la gestion.

6. Comme l'indique sa Charte (art. X.1), l'Université est un « système mondial de centres et de programmes de recherche et de formation ». Cette organisation, sous forme de réseau mondial décentralisé, lui permet de porter un regard véritablement international sur la réalité, d'avoir de meilleurs échanges avec les communautés universitaires mondiales et de pouvoir mobiliser un large éventail de moyens humains et financiers. Le noyau central du système est formé par le siège de l'Université, basé au Japon, et ses centres et programmes de recherche et de formation, situés dans 13 pays hôtes Membres de l'ONU.

7. Vingt-deux institutions affiliées (auxquelles le Conseil de l'Université reconnaît ce statut en raison de leur participation à des programmes conjoints à long terme aux côtés de l'Université) viennent compléter les travaux menés par le noyau central du système. Des centaines d'autres institutions partenaires (instituts de recherche, organismes et syndicats professionnels, organisations non gouvernementales et entreprises du secteur privé) élargissent encore le champ d'action de l'Université au niveau mondial, de même que les nombreux individus (chercheurs, universitaires et professionnels) qui soutiennent les activités de l'Université et y participent.

8. Le recteur est le plus haut responsable académique et administratif de l'Université, et il est responsable de l'orientation, de l'organisation et de l'administration de son programme général. Le Centre de l'Université, situé à Tokyo, assiste le recteur dans ses tâches de programmation, de coordination, d'administration et de financement du programme général de l'Université, ainsi que pour la fourniture d'un appui à ce programme général. Les principes et les politiques qui régissent l'Université sont formulés par le Conseil de l'Université, dont les 24 membres siègent à titre personnel (et non en qualité de représentants de leur pays) pour un mandat de six ans. Le recteur de l'Université siège lui aussi au Conseil, et le Secrétaire général de l'ONU, le Directeur général de l'UNESCO et le Directeur exécutif de l'UNITAR sont membres de droit.

9. Le Conseil de l'Université a tenu sa cinquante-cinquième session à Bonn en décembre 2008. À cette occasion, le recteur a présenté son rapport annuel sur l'« état de l'Université ». En outre, le Conseil a adopté un projet de plan stratégique pour la période 2009-2012 et une proposition visant à ce que

L'Université commence à attribuer des diplômes universitaires supérieurs homologués et met en place une assurance qualité et un mécanisme d'homologation; autorisé la création d'un groupe d'examen et d'évaluation chargé d'évaluer les activités menées par l'Université au cours des trois dernières décennies; adopté un projet de statut pour l'Institut de l'Université des Nations Unies pour la durabilité et la paix, basé à Tokyo; et évoqué un large éventail de questions portant sur la gestion financière et administrative de l'Université au cours de l'exercice biennal 2008-2009.

10. L'Université n'est pas financée par le budget ordinaire de l'ONU. Ses dépenses de fonctionnement sont financées par le revenu des placements de son Fonds de dotation et par les contributions volontaires versées chaque année par des gouvernements, des organisations internationales, des fondations et d'autres entités. L'Université bénéficie également de cofinancements assurés par ses partenaires et d'autres formes de soutien financier, ainsi que de dons destinés à financer certaines activités universitaires, qui sont directement versés à ses établissements partenaires.

II. Activités de base

11. L'Université a pour vocation de créer et de diffuser les connaissances et de renforcer les capacités sur le thème de la promotion de la durabilité, y compris la sécurité des populations, la paix, la gouvernance, l'égalité des sexes, le développement et la lutte contre la pauvreté, la santé publique mondiale, l'environnement (en particulier les thèmes de la protection et de la gestion des ressources, des changements climatiques et de l'énergie) et l'impact des questions scientifiques et techniques. Elle accorde une attention particulière à la collaboration entre les pays développés et les pays en développement.

Création et accumulation des connaissances

12. D'importants processus institutionnels et normatifs (parmi lesquels la mondialisation) entraînent des bouleversements profonds et rapides pour notre monde. Les institutions contribuent de manière importante à ces transformations; dans le même temps, elles en subissent les conséquences et en sortent transformées. Les thèmes de recherche et d'étude sélectionnés par l'Université visent à mieux connaître et comprendre ces grands processus, y compris les scénarios possibles d'évolution et d'amélioration des grandes institutions concernées. Ce sont ces trois variables (processus, institutions et thèmes) qui délimitent l'« espace de programme » dans lequel l'Université mène ses travaux.

13. Les activités de l'Université sont scindées en deux vastes domaines de programme, à savoir la paix et la gouvernance d'une part, et l'environnement et le développement de l'autre, et regroupées en cinq grands domaines thématiques : a) paix et sécurité; b) bonne gouvernance; c) développement économique et social; d) environnement et durabilité; et e) science, technologie et société. Toutefois, ces thèmes ne sont ni mutuellement exclusifs ni collectivement exhaustifs. En effet, nombre de questions et de problèmes (tels que, par exemple, la mondialisation, les droits de l'homme, la gestion de l'eau ou la sécurité alimentaire) recouvrent plusieurs thèmes, et certains grands angles d'analyse (parmi lesquels la répartition traditionnelle des rôles entre les sexes, l'éthique ou l'égalité) sont présents quel que soit le thème.

14. L'Université associe une recherche transculturelle et pluridisciplinaire à des études ciblées sur les politiques et les perspectives. Grâce à son réseau mondial du savoir, ses travaux sont empreints d'une perspective mondiale intégrant tout à la fois une démarche théorique et une démarche pratique. Dans le cadre de son rôle de laboratoire d'idées, pour les Nations Unies en particulier, l'Université s'efforce de fournir des analyses et des recommandations sur les grandes questions politiques intéressant l'ONU, ses États Membres et leurs populations. Non contente d'être un réservoir d'idées pour l'ONU et les autres composantes du système des Nations Unies, elle cherche à anticiper et à répondre à leurs besoins.

Renforcement des capacités

15. Les activités de l'Université en matière de formation et de renforcement des capacités portent sur l'amélioration des capacités des individus, des groupes et des institutions sur le plan de l'apprentissage autonome, de la création de nouvelles connaissances et de nouvelles technologies, de l'accumulation et de la diffusion du savoir et de la mise en œuvre d'activités de développement. Toutes ces capacités sont d'une importance cruciale pour les pays en développement et en transition, pour l'efficacité des programmes des Nations Unies et pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. En mettant l'accent sur la formation des formateurs, des responsables de la recherche et des dirigeants et décideurs, l'Université cherche à obtenir un effet multiplicateur.

16. Les activités de l'Université en matière de renforcement des capacités visent à favoriser : a) le développement de communautés universitaires dynamiques dans les pays en développement et en transition et leurs relations avec les réseaux universitaires internationaux; b) les travaux du système des Nations Unies et des autres organisations internationales et régionales; c) les activités des décideurs et des spécialistes, à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la société; d) l'amélioration des capacités institutionnelles, surtout dans les pays en développement et en transition; et e) la mise en valeur des ressources humaines nécessaires au développement institutionnel.

17. Les activités de l'Université dans le domaine du renforcement des capacités comprennent : a) des initiatives dans le cadre desquelles de jeunes chercheurs et de jeunes universitaires travaillent à des projets de l'Université aux côtés de spécialistes chevronnés; b) des programmes spécialisés de formation avancée destinés (principalement) aux étudiants de troisième cycle et aux spécialistes, y compris des activités de formation et ateliers de courte durée, d'autres activités de longue durée et des programmes d'étude destinés aux étudiants en master de sciences ou en doctorat, en collaboration avec des universités partenaires; c) des bourses de recherche et des possibilités de stage; d) un soutien destiné à rompre l'isolement des universitaires et chercheurs des pays en développement et à promouvoir leur intégration au sein des communautés universitaires, professionnelles et politiques régionales et mondiales; e) des possibilités d'apprentissage en ligne permettant à l'Université de proposer des programmes éducatifs de qualité à un nombre important de participants, à moindre coût; et f) le programme d'aide financière de l'Université, par le biais duquel elle accorde des prêts à des étudiants non boursiers issus de pays en développement et inscrits dans une université japonaise partenaire.

Transfert des connaissances

18. Les activités de communication et de diffusion des connaissances de l'Université ont pour objet principal d'apporter les « bonnes » connaissances à ceux qui en ont le plus besoin, en temps voulu et sous une forme exploitable. L'Université s'adresse à un large éventail de bénéficiaires, parmi lesquels les Nations Unies et leurs organismes, des organisations gouvernementales et non gouvernementales, des organisations régionales, nationales et locales, des dirigeants et décideurs, des universitaires, des chercheurs, des professionnels et le grand public. Chacun de ces bénéficiaires a des intérêts et des préoccupations différents et, par conséquent, a besoin de messages différents, transmis par des moyens appropriés.

19. L'Université s'efforce en permanence de perfectionner ses outils et méthodes, d'affiner sa connaissance de ses publics cibles et d'adapter ses supports en conséquence. L'évolution rapide des technologies de l'information et des communications bouleverse les modalités d'échanges et de mise en œuvre des connaissances. L'offre et les capacités de l'Université en matière d'apprentissage en ligne, qui sont coordonnées par son Studio des médias, constituent un moyen rentable de partager et d'élaborer des programmes et cursus éducatifs. Si ses méthodes de transfert des connaissances sont de plus en plus fondées sur le numérique (sites Web, courrier électronique, CD-ROM, etc.), l'Université continue néanmoins de publier des supports écrits traditionnels (y compris des livres, des dossiers d'information, des études et des brochures) et d'organiser des manifestations à but éducatif ouvertes au grand public (conférences, exposés, ateliers et séminaires). Elle s'attache tout particulièrement à ce que les informations relatives aux dernières avancées de la science et aux meilleures pratiques parviennent aux publics concernés des pays en développement, y compris ceux qui pourraient se trouver du mauvais côté de la fracture numérique.

20. L'Université fait connaître les fruits de ses activités de recherche par le biais des maisons d'édition spécialisées dans les ouvrages universitaires et d'UNU Press, son service interne d'édition d'ouvrages universitaires. L'Université s'efforce également activement de faire connaître ses activités, notamment par le biais de séminaires mondiaux destinés aux étudiants et aux jeunes spécialistes; du Centre d'information sur l'environnement mondial (initiative commune de l'Université et du Ministère japonais de l'environnement) et de son Forum sur l'absence totale d'émissions de polluants, qui rassemble des représentants d'entreprises, de pouvoirs locaux et de la communauté scientifique.

III. Projets et activités de recherche menés en 2008

21. L'Université des Nations Unies a adopté une vision intégrée des processus complexes qui ont une incidence sur la sécurité et le développement humains. Les projets et activités qui suivent ne sont ni exhaustifs, ni représentatifs de l'ampleur et de la diversité du travail mené par l'Université en 2008. Ils ne constituent que quelques exemples des activités de l'Université.

Développement durable

22. **Projet : fragilité et développement** : Ce projet de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'UNU a permis

d'étudier divers aspects de la fragilité et de la vulnérabilité, y compris l'ampleur et les conséquences de la fragilité au niveau national et ses interactions avec la vulnérabilité des ménages.

23. Projet : le développement dans un monde urbain : Ce projet de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU traite de questions telles que : « Quelles sont les particularités du milieu urbain? », « En quoi l'urbanisation et le développement urbain sont-ils importants sur le plan du développement? », « Quelles sont les forces et les limites de l'état actuel de nos connaissances, dans une optique politique? » et « En quoi un regard pluridisciplinaire porté sur le contexte urbain peut-il apporter une plus-value à la recherche sur le développement et aux politiques de développement? ».

24. Projet : dialogues concernant les sciences D4S (« Solutions durables – la science au service de la durabilité ») : Ce projet, mis en œuvre par l'Université en partenariat avec, entre autres, l'Institut allemand du développement et la cellule internationale du Ministère allemand de l'éducation et de la recherche, a pour objet d'élaborer une approche politique commune de la durabilité entre l'Allemagne et d'importants pays émergents tels que l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie et l'Inde (Programme international sur les dimensions humaines des changements planétaires).

25. Projet : les moteurs de la croissance mondiale du côté Sud : Ce projet de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU porte sur les rapports qui existent entre quatre grands pays en développement (le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud) et l'économie mondiale, et s'intéresse tout particulièrement aux incidences subies par les pays moins développés.

26. Projet : la transformation industrielle : Les activités de recherche menées dans le cadre de ce projet décennal du Programme international sur les dimensions humaines des changements planétaires s'achèveront en 2009. L'heure est à la synthèse et à l'élaboration d'un ensemble de publications tirant les conclusions des travaux scientifiques menés sur les transitions vers la durabilité constatées en Asie et sur l'influence de la mondialisation sur ces transitions. Le Programme est cofinancé par l'Université, le Conseil international pour la science et le Conseil international des sciences sociales.

27. Projet : piles à combustible : Au début de 2008, le Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie (UNU-MERIT) a achevé la première phase de ce projet, qui a permis d'étudier tout un éventail de solutions susceptibles d'aider les pays en développement à enrichir leur portefeuille d'énergies renouvelables.

28. Projet : groupe de recyclage des déchets électroniques : Ce groupe a été créé au sein du Forum sur l'absence totale d'émissions de polluants de l'ONU pour favoriser le transfert des connaissances et la création d'un réseau mondial d'universités et d'instituts partenaires. L'objectif consiste à favoriser la prise de décisions fondées sur des données factuelles et de permettre aux chercheurs d'enrichir en toute indépendance la réflexion sur des thèmes complexes liés à la durabilité, tels que le recyclage des produits électroniques.

29. Initiative : résoudre le problème des déchets d'équipements électriques et électroniques (StEP) : Plus de 45 parties prenantes se sont engagées à participer à

cette initiative lancée en 2007 par l'Université en vue de mener des projets de recherche-développement et de faire connaître les expériences, les meilleures pratiques et les recommandations susceptibles d'aider les sociétés à réduire le danger que les déchets électriques et électroniques représentent pour l'environnement.

30. **Projet : taxe sur les opérations de change** : À l'heure où la plupart des pays réduisent leur aide publique au développement, ce projet commun du Programme pour la paix et la gouvernance de l'Université et de l'Institut Nord-Sud canadien vise à trouver de nouvelles sources mondiales de financement pour le développement.

31. **Projet : centres régionaux spécialisés de l'Université des Nations Unies pour l'éducation concernant le développement durable** : Ces centres sont des réseaux d'établissements d'enseignement existants mobilisés pour fournir aux populations locales une éducation au service du développement durable, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable. L'existence de six nouveaux centres ayant été officiellement reconnue en novembre, ils sont désormais au nombre de 61 au niveau mondial.

32. **Projet : ProSPER.Net** : Le réseau de promotion de la durabilité dans l'enseignement de troisième cycle et la recherche (ProSPER.Net) est formé de grands établissements d'enseignement supérieur de la zone Asie-Pacifique qui se sont engagés à collaborer pour intégrer la thématique du développement durable à leurs cours et cursus de troisième cycle. Le réseau a été lancé en juin et bénéficie du soutien de l'Institut des hautes études de l'ONU et du Ministère japonais de l'environnement.

Gestion des ressources écologiques

33. **Projet : gestion intégrée des ressources en eau** : Ce projet du Programme pour l'environnement et le développement durable de l'ONU porte sur la recherche au niveau des bassins (principalement sur les thèmes de la planification de l'utilisation des ressources en eau et de l'exploitation durable de ces ressources). D'importantes activités sont menées au sujet du bassin du Mékong, du cycle de l'eau au Népal et de la modélisation du rendement du riz dans le bassin moyen du Mékong.

34. **Projet : apprentissage en ligne en vue d'une gestion intégrée des bassins versants** : Ce projet, financé par le Fonds allemand d'échanges universitaires (DAAD) et coordonné par le Vice-Rectorat de l'ONU en Europe, vise à introduire, en synergie avec un projet existant du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et de l'Union européenne, l'apprentissage en ligne concernant les pratiques d'enseignement et d'apprentissage des universités de l'Afrique orientale. L'objectif est, en particulier, de renforcer les processus de réforme du secteur de l'eau en cours en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie.

35. **Projet : gestion des savoirs et dégradation des sols** : Ce projet du Réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé (INWEH/ONU), financé par le Fonds pour l'environnement mondial, a pour objectif principal de contribuer à l'atténuation de la dégradation des sols. Le projet vise à mettre en place un

ensemble d'indicateurs d'impact pour le domaine d'intervention du Fonds lié à la dégradation des sols, puis à sélectionner les indicateurs et à mener des activités de surveillance et d'évaluation à long terme.

36. Projet : gestion durable des sols dans les montagnes du Haut-Pamir et du Pamir-Alaï, en Asie centrale : Au cours du premier semestre, ce projet transfrontière financé par le Fonds pour l'environnement mondial a essentiellement porté sur les mécanismes nationaux d'exécution des projets, la conception des projets et l'élaboration d'un plan de mise en œuvre, en concertation avec les partenaires de financement. Au cours du second semestre, le travail a principalement consisté à élaborer et apporter une touche finale aux accords-cadres et aux accords institutionnels entre l'Université et ses partenaires nationaux et internationaux.

37. Projet : gestion durable des terres arides marginales : Ce projet a pour objet d'aider les pays en développement d'Afrique du Nord et d'Asie à améliorer la gestion durable et la conservation de leurs terres arides marginales, l'accent étant mis sur les pratiques durables et locales de gestion des terres arides. Le projet, auquel participent des chercheurs et des institutions de Chine, d'Égypte, de République islamique d'Iran, de Jordanie, d'Ouzbékistan, du Pakistan, de République arabe syrienne et de Tunisie, est conjointement organisé et géré par le Réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé (INWEH/UNU), l'UNESCO et le Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA). Le Gouvernement flamand en est le principal donateur.

38. Projet : durabilité rurale dans les écosystèmes fragiles (montagnes et zones arides) : Deux nouveaux volets de ce projet de recherche ont été lancés en 2008 dans le but d'évaluer l'impact des politiques, leur mise en œuvre et leurs incidences sur la gestion des ressources par les populations locales. Ils portent sur la répartition des terres et les écosystèmes agricoles traditionnels dans le nord du Laos et sur le changement et l'adaptation des écosystèmes agricoles traditionnels dans la partie indienne de l'Himalaya.

39. Programme : initiative pour la biodiplomatie : Cette initiative de l'Institut des hautes études de l'ONU vise à étudier les problèmes de conservation et d'exploitation des ressources biologiques susceptibles d'avoir une incidence sur les politiques menées, ainsi que les connaissances et technologies qui s'y rapportent.

Gouvernance environnementale

40. Projet : réforme de la gouvernance environnementale internationale : Dans le cadre des préparatifs de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et à la demande du Secrétariat du Commonwealth, l'Institut des hautes études de l'ONU a rédigé un document non officiel qui a été présenté au Premier Ministre du Royaume-Uni et aux autres chefs d'État du Commonwealth au mois de juin à Londres. Ce document a inspiré la Déclaration de Marlborough adoptée par le Commonwealth.

41. Projet : étude des synergies et des liens qui existent entre les Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm : La coexistence de multiples accords multilatéraux sur l'environnement et de différents régimes constitue un obstacle majeur à une gouvernance environnementale efficace. Ce projet, mené par l'Institut des hautes études de l'ONU en collaboration avec le Programme des Nations Unies

pour l'environnement, porte sur les grandes questions qui doivent encore être réglées afin de pouvoir unifier les Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm.

42. Projet : réseau de surveillance et d'évaluation de la gouvernance environnementale asiatique : Ce réseau a pour objectif global de renforcer les capacités des pays en développement sur le plan de la surveillance de l'environnement. Il gère, entre autres, un projet à long terme lancé en 1996 et bénéficiant d'un financement de la Shimadzu Corporation. Avec le soutien financier du Ministère japonais de l'environnement, qui finance une bourse de recherche, une collaboration a été lancée avec l'Université de Tsinghua (Chine) pour des activités de recherche sur le thème des nouveaux produits chimiques susceptibles d'être classés comme des polluants organiques persistants.

Ressources en eau

43. Projet : améliorer l'utilisation de la science au service des eaux internationales : Ce projet, que le Fonds pour l'environnement mondial a adopté et décidé de financer au mois d'août, vise à faire la synthèse des connaissances scientifiques relevant du volet « Eaux internationales » des financements accordés par le Fonds. Ce projet associe l'INWEH/UNU, l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine de l'UNU, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'UNESCO, la Scottish Association for Marine Science (Association écossaise pour les sciences marines), le réseau scientifique LOICZ (interactions entre la terre et l'océan dans les zones côtières) et l'Université de Plymouth.

44. Projet : jumelage des commissions des lacs de la région des Grands Lacs : Ce projet de l'INWEH/UNU associe cinq commissions de lacs d'Afrique et d'Amérique du Nord qui sont chargées d'une mission similaire, ont de nombreux intérêts communs et connaissent souvent les mêmes difficultés et les mêmes expériences. Le projet étudie les possibilités de collaboration internationale en vue d'un renforcement des programmes des cinq commissions et d'une gestion plus efficace des grands lacs.

45. Projet : système d'information sur l'eau en vue du développement durable du delta du Mékong (WISDOM, au Viet Nam) : Cette initiative germano-vietnamienne a pour objet de concevoir et de mettre en œuvre un système d'information qui facilitera les activités régionales de planification dans le delta du Mékong . L'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine de l'UNU travaille actuellement à la surveillance et à la modélisation des pesticides.

46. Projet : évaluation, surveillance et gestion des substances toxiques persistantes dans la région des Caraïbes : Ce projet de l'INWEH/UNU a pour objet de renforcer les capacités des pays participants de la région des Caraïbes grâce à une combinaison de partenariats Nord-Sud et Sud-Sud. Il met l'accent sur les capacités des gestionnaires des zones côtières en matière de surveillance et de lutte contre la pollution des côtes, aux capacités d'analyse des laboratoires chargés d'évaluer la pollution et à la sensibilisation du grand public aux incidences économiques et sanitaires de la pollution des côtes.

47. Initiative : gestion des zones côtières dans le golfe Persique : Cette initiative est le fruit d'un partenariat entre l'INWEH/UNU et Nakheel, branche de l'Autorité portuaire de Doubaï spécialisée dans la promotion immobilière. L'objectif est de contribuer au renforcement de la gestion du milieu marin côtier dans le golfe

Persique et dans d'autres écosystèmes tropicaux confrontés à des pressions croissantes liées à la pollution et au développement urbain.

48. Initiative : centre virtuel d'apprentissage des Nations Unies sur le thème de l'eau : Le lancement régional de cette initiative phare de l'INWEH/ONU en matière d'apprentissage en ligne s'est poursuivi au Moyen-Orient, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

49. Activité : registre en ligne des activités de renforcement des capacités : Cette activité menée par le Programme d'ONU-eau pour le développement des capacités dans le cadre de la Décennie a pour objet de centraliser les informations relatives aux activités de renforcement des capacités menées au niveau mondial. Le travail a consisté, notamment, à concevoir un outil en ligne assurant une bonne gestion des connaissances et une recherche efficace et à saisir les données dans le registre.

50. Activité : recueil des meilleures pratiques et des expériences concluantes : Le Programme d'ONU-eau pour le développement des capacités dans le cadre de la Décennie favorise l'optimisation des activités de renforcement des capacités grâce à des activités de collecte, d'analyse et de description des connaissances spécialisées accumulées quant aux outils, instruments et méthodes efficaces en matière de gestion des ressources en eau. À l'heure actuelle, l'accent est mis sur l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la gestion des eaux transfrontières.

Évolution de l'environnement et vulnérabilités humaines

51. Projet : évolution de l'environnement et scénarios de migration forcée : Dans le cadre de ce projet financé par la Commission européenne, l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine de l'ONU a participé à une analyse approfondie des publications portant sur ce thème et à la formulation de directives méthodologiques pour la recherche sur les migrations forcées liées à l'environnement.

52. Projet : évolution mondiale de l'environnement et sécurité humaine : Ce projet décennal du Programme international sur les dimensions humaines des changements planétaires, qui s'achèvera en 2009, a fortement influencé l'action de la communauté internationale et ses débats sur les thèmes de la vulnérabilité, de la résistance des systèmes et des capacités d'adaptation. Par le biais de ce projet, le Programme international sur les dimensions humaines des changements planétaires coordonne la recherche préliminaire au service de la Banque mondiale et de la contribution de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes aux travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

53. Projet : système germano-indonésien d'alerte rapide aux tsunamis dans l'océan Indien : Ce projet, qui découle d'une déclaration conjointe du Ministère allemand de l'éducation et de la recherche et du Ministère indonésien de la recherche, vise à mettre en place pour l'océan Indien un système d'alerte rapide aux tsunamis qui pourra par la suite être étendu à la Méditerranée et à l'océan Atlantique. L'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine de l'ONU est en train de définir le cadre dans lequel sera élaboré un indice de vulnérabilité fondé sur un certain nombre d'indicateurs.

54. Thème central : évaluation de la vulnérabilité : L'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine de l'ONU a mené divers projets dans ce

domaine de recherche, y compris un projet consacré au risque de tsunami pour l'Europe et aux stratégies à adopter pour y faire face, un projet visant à mettre en place des indicateurs par le biais d'un système d'information géographique pour l'Allemagne et un projet de recherche intitulé « Last Mile Evacuation » consacré à l'évaluation de la vulnérabilité socioéconomique de Padang face à un tsunami.

55. Thème central : gestion des risques liés aux catastrophes : L'Institut de l'Université des Nations Unies pour la durabilité et la paix a mené diverses activités sur le thème des risques liés à l'eau, y compris un projet d'évaluation des risques d'inondation catastrophique pour la région Asie-Pacifique (en Chine, au Népal, à Sri Lanka, aux Philippines et en Thaïlande). Les risques courus par les zones urbaines d'Asie ont été étudiés par un groupe de travail régional réunissant la Stratégie internationale de prévention des catastrophes et l'Université de Kyoto, entre autres partenaires). En outre, un projet d'évaluation de la capacité de réaction des villes face aux catastrophes urbaines a été lancé en collaboration avec le Réseau régional des autorités locales pour la gestion des établissements humains (CityNet).

56. Programme : évaluation des services rendus par les écosystèmes : Ce programme de l'Institut des hautes études de l'ONU vise à effectuer un travail de suivi de l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire et, notamment, à contribuer au processus de consultation en vue de la création du Mécanisme international d'expertise scientifique sur la biodiversité. Dans le cadre de la stratégie élaborée avec d'autres partenaires de l'Initiative de suivi de l'Évaluation (le PNUE, son Centre mondial de surveillance pour la conservation et la Fondation Cropper), l'Institut des hautes études de l'ONU fait office de secrétariat pour les activités régionales de suivi.

57. Projet : projet de recherche sur les incidences du secteur automobile sur l'écosystème, en collaboration avec Nissan Motor : L'Institut des hautes études de l'ONU collabore avec la société Nissan Motor pour ce projet, dont les résultats permettront à Nissan de mieux prendre en compte la valeur que représente la conservation de la biodiversité dans son plan d'action environnemental à moyen terme.

58. Projet : notre monde 2.0 : Ce projet phare du Studio des médias de l'Université a pour objet la production d'un magazine en ligne et d'une série de vignettes vidéo sur les thèmes du climat, du pétrole et de la sécurité alimentaire, vus du Japon et du monde entier. Le pré-lancement du magazine en ligne a eu lieu en juillet.

Santé humaine

59. Projet : lutte contre l'exclusion financière pour améliorer l'hygiène et la santé publiques : Ce projet de l'ONU-MERIT a pour objet d'exploiter et d'intégrer des connaissances issues de secteurs divers afin de recenser des mécanismes susceptibles de mieux mettre l'hygiène publique à la portée des populations pauvres. L'objectif principal est d'améliorer à la fois les investissements et les pratiques en matière d'assainissement. Ce projet est mené en partenariat avec l'assureur indien Tata-AIG, la société de microfinancement BISWA, WASTE (réseau écologique international basé aux Pays-Bas), SNS-Reaal et l'Université de Maastricht.

60. Projet : inégalités en matière de santé et développement : Ce projet de l'ONU-WIDER avait pour objet d'étudier les grandes questions se posant sur le plan

des inégalités en matière de santé, pour favoriser une meilleure compréhension des facteurs qui influent sur la santé de la population dans les pays en développement et en transition, notamment celle des enfants.

61. Projet : mise en œuvre de systèmes axés sur la répartition des cas traités (case-mix) : Des projets portant sur des systèmes axés sur le case-mix (outils de gestion des soins visant à améliorer la qualité des soins et l'efficacité de la fourniture des services de santé) ont été menés à bien par l'Institut international de l'Université des Nations Unies pour la santé mondiale en Indonésie (en coopération avec le Ministère indonésien de la santé) et en Mongolie (en coopération avec le Ministère mongol de la santé, grâce à un financement de la Banque asiatique de développement).

62. Projet : mise au point d'un logiciel libre de calcul des coûts du case-mix : L'Institut international de l'Université des Nations Unies pour la santé mondiale et l'Institut international pour la technologie des logiciels de l'ONU ont mis au point un programme de formation aux technologies libres en matière de santé, en coopération avec l'association Open Source Health Care Alliance. L'objectif principal consistait à former des programmeurs à la création de logiciels libres pour les soins ambulatoires et en milieu hospitalier dans les pays en développement.

Informatique

63. Projets : théories et outils de technologie des logiciels : Les projets entrepris dans ce domaine thématique sont financés par l'Institut international pour la technologie des logiciels de l'ONU (UNU/IIST), l'Union européenne, le Fonds de développement des sciences et de la technologie de Macao, et des partenaires de recherche en Europe, en Chine et en Inde. L'UNU/IIST est représenté au Comité Interlink européen et au sein du projet ATEST financé par l'Union européenne (en collaboration entre Daimler Motor Company, Volkswagen et les universités, au sujet de la technologie des logiciels), et participe au consortium ARTIST2 (40 institutions européennes) qui vise à mettre au point une collaboration dans le domaine des systèmes intégrés entre l'Europe et la Chine.

64. Projets ciblés : gouvernance électronique : Le Centre pour la gouvernance électronique de l'UNU/IIST fournit des services d'appui en matière de gouvernance électronique et mène des activités de recherche pour contribuer à l'usage de la technologie afin de transformer les méthodes de travail des organismes publics, au profit de leurs partenaires. Il s'occupe aussi de mettre au point des stratégies électroniques, crée des logiciels, organise des cours et des ateliers pour tous les niveaux d'administration publique et gère un réseau mondial de pratiques communes.

65. Projet : FLOSSInclude : Ce projet, qui compte 11 partenaires mondiaux, utilise l'expérience de UNU/MERIT concernant les logiciels libres (FLOSS), principalement en Europe, pour déterminer ce qui est nécessaire pour concevoir et mettre au point des logiciels libres dans les pays en développement et en mesurer l'impact sur la société. L'objectif poursuivi est de cerner précisément les besoins de régions ciblées en matière de logiciels libres, de créer un réseau d'initiatives de développement locales et régionales, et de fournir un schéma directeur pour la coopération en matière de recherche entre l'Union européenne et les pays en développement.

66. **Projet : logiciel libre applicable aux domaines de l'environnement et de la santé** : Ce projet s'articule autour de deux grands axes : la gestion des ressources en eau et la gestion de la santé. Le site Web WaterBase, créé en décembre 2007 par le Réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé de l'ONU (UNU-INWEH) et par l'UNU/IIST, vise la création d'un modèle générique peu onéreux, mais efficace concernant les ressources en eau et d'un système d'appui aux décisions à l'usage des pays en développement pour soutenir des initiatives telles que la planification du développement, l'examen des moyens de lutter contre la dégradation environnementale, et l'atténuation des effets du réchauffement climatique ou des pollutions accidentelles. L'UNU/IIST collabore également avec l'Institut international de l'Université des Nations Unies pour la santé mondiale (UNU/IIGH) en vue de la mise au point de logiciels libres de gestion de la santé et de la formation à l'utilisation de tels logiciels.

67. **Initiative : UNeGov.net** : Grâce à cette initiative, l'UNU/IIST vise à faire progresser la gouvernance électronique dans les États Membres de l'ONU, à réagir aux problèmes qui se posent et à créer un consensus sur les meilleures pratiques, à fournir un pôle de recherche et de comparaison au sujet des problèmes d'intérêt commun, et à faciliter les échanges entre partenaires publics, privés et universitaires.

Paix et sécurité

68. **Projet : la responsabilité de la protection des minorités : l'État-parent : une solution ou un problème?** Ce projet, mené par le Programme paix et gouvernance de l'ONU et le Centre pour l'innovation en matière de gouvernance internationale, applique le principe de « la responsabilité de protéger » aux problèmes des minorités ethniques. Il porte principalement sur la responsabilité d'empêcher que les tensions ne dégénèrent en conflit et analyse en particulier les risques et bénéfices potentiels de l'intervention d'un « État-parent ».

69. **Projets ciblés : consolidation d'une paix durable** : Le Programme paix et gouvernance de l'ONU collabore avec la Commission de consolidation de la paix de l'ONU pour répondre au besoin pressant d'établir des orientations précises concernant la consolidation de la paix et sa mise en œuvre. Le Programme est l'un des initiateurs du Peacebuilding Community of Practice (réseau onusien des praticiens de la consolidation de la paix); il collabore aussi avec le Bureau de l'ONU d'appui à la consolidation de la paix et le Centre pour la consolidation de la paix (Hiroshima).

70. **Projets ciblés : la responsabilité de protéger** : La doctrine de la « responsabilité de protéger » a été adoptée de manière universelle lors du Sommet mondial de 2005 et réaffirmée par le Conseil de sécurité de l'ONU en 2006. Le Programme paix et gouvernance de l'ONU a participé d'emblée au développement de cette nouvelle pratique internationale et continue de contribuer à son application et à sa mise en œuvre.

71. **Projets ciblés : éthique et principes** : L'éthique, les principes et les valeurs sont des éléments centraux de l'identité de l'ONU; on peut les considérer comme le « ciment » de la société internationale, à laquelle ils donnent une orientation sociale morale. Le Programme paix et gouvernance de l'ONU œuvre dans ce domaine; grâce à un projet mené conjointement avec l'Institut international de recherches sur la paix d'Oslo, il a analysé les questions suivantes, qui sont toujours d'actualité :

« peut-on justifier la guerre? » et « quelles méthodes et quels objectifs sont admissibles? », sous l'angle des grandes religions de la planète et, dans un autre projet, il s'est attaché à examiner les motivations des différents acteurs dans divers contextes internationaux.

Intégration régionale et gouvernance

72. Projets ciblés : gouvernance et institutions mondiales : La gouvernance mondiale englobe différents niveaux de décision à l'échelle internationale, de l'État aux organisations internationales. Les pratiques restrictives en matière de commerce international, les crises sanitaires, les États défaillants ou parias, le terrorisme et les problèmes environnementaux sont autant de questions qui présentent des difficultés auxquelles les mécanismes multilatéraux doivent faire face. Le Programme paix et gouvernance de l'ONU analyse comment les cadres politiques et institutionnels peuvent être réformés pour mieux répondre aux réalités et aux exigences du monde contemporain.

73. Projet : les effets de l'intégration régionale et des accords de partenariat économique sur les politiques du marché du travail et de l'emploi : Ce projet, mené par le Programme de recherche et de formation de l'Université des Nations Unies sur les études comparatives concernant l'intégration régionale (ONU/CRIS) et le Centre international de formation de l'OIT, vise à analyser les effets de l'intégration régionale et des régimes commerciaux ouverts sur les politiques du marché du travail et de l'emploi en Afrique, aux niveaux national et régional.

74. Projet : suivi de l'intégration régionale dans le sud : Ce projet, mené conjointement par l'ONU/CRIS et la Banque interaméricaine de développement, vise à montrer l'importance de la bonne gouvernance régionale sur le développement efficace des processus d'intégration régionale.

75. Projet : gestion intégrée des bassins versants de la vallée du Jourdain : Dans le cadre de ce projet du Réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé de l'ONU, l'Autorité palestinienne et la Jordanie ont uni leurs efforts pour résoudre les problèmes de gestion du bassin du Jourdain et lutter contre la grave détérioration de ses ressources, et pour créer les conditions d'un développement durable pour la population rurale des zones couvertes par le projet. Les deux parties bénéficiaires du projet ont reçu des outils méthodologiques destinés à les aider à choisir des interventions et à rendre celles-ci viables et efficaces.

76. Document de travail : la dimension sociale de l'intégration régionale : L'ONU/CRIS a rédigé un document de travail dans le cadre de la série des documents de réflexion de l'OIT. On y trouve un aperçu des tendances récentes et des défis à relever au sujet des dimensions sociales de l'intégration régionale.

77. Documents de travail : les documents de Bruges sur l'intégration régionale et la gouvernance mondiale : En collaboration avec le Collège d'Europe, l'ONU/CRIS publie une série de documents de travail consacrés à l'étude comparative de l'Union européenne et d'autres formes de régionalisme ou d'interrégionalisme. Cette série est une occasion de dialogue entre les théoriciens et les praticiens.

78. Collection d'ouvrages : études comparatives sur l'intégration régionale : L'ONU/CRIS a créé une collection d'ouvrages en langue chinoise, afin de promouvoir la publication de nouvelles études comparatives sur le régionalisme en

Chine et de traduire des travaux novateurs de chercheurs internationaux en chinois. Publiée par les presses de la faculté chinoise de droit et de sciences politiques, cette série est le fruit d'une collaboration avec l'Université Renmin de Beijing.

Justice et responsabilité

79. Projet : développement de la justice pénale internationale en Afrique : La justice pénale internationale est un domaine embryonnaire très important du système des Nations Unies, dont l'édification doit être renforcée par des activités de recherche de qualité. Le Programme paix et gouvernance a lancé ce projet, en coopération avec la Cour pénale internationale et l'Institut d'études sur la sécurité (Afrique du Sud), dans le but de contribuer à mettre sur pied un appareil judiciaire à même de poursuivre les auteurs d'atrocités de masse dans les pays africains.

80. Projet : mécanismes de justice et de responsabilité dans les pays d'Europe orientale et d'Amérique latine : Ce projet du Programme paix et gouvernance compare les expériences de deux régions, l'Amérique latine et l'Europe orientale, qui sont passées, à peu près au même moment, de l'autoritarisme à la démocratie. La recherche recense et évalue diverses stratégies relatives à la responsabilisation et donne des indications sur la nature de la justice transitionnelle, sa portée et ses limites.

Questions diverses

81. Projet : l'internationalisation des entreprises chinoises et indiennes : conséquences politiques de la nouvelle mondialisation dont le Sud est le moteur : Cette étude du Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie (UNU/MERIT) analyse les expériences de deux grandes économies dites « émergentes » afin d'en tirer des enseignements pour les pays en développement qui cherchent à s'intégrer dans l'économie mondiale. Elle examine les motivations et les stratégies d'internationalisation des entreprises chinoises et indiennes, et les effets des tendances actuelles de l'internationalisation des investissements chinois, indiens et d'autres économies du Sud sur les politiques d'investissement direct étranger au Nord et au Sud.

82. Projet : voyage « NERICA » en Afrique de l'Ouest : Conscient de l'importance croissante du riz et en prévision des pénuries en Afrique subsaharienne, l'UNU/MERIT et l'Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique (UNU/INRA) ont conçu ce projet conjoint de recherche pour analyser les processus d'innovation agricoles au Bénin, en Guinée et en Sierra Leone. L'accent est mis sur la création d'un cadre propice à l'application de technologies prometteuses, afin d'améliorer la productivité, la qualité et l'ensemble de la production de la famille NERICA de variétés améliorées de riz.

83. Projet : série africaine UNU-Cornell : Le programme d'alimentation et de nutrition pour le développement humain et social de l'UNU (UNU/FNP), le Bureau de l'UNU à New York et l'Université Cornell (institution associée à l'UNU) visent à illustrer, par une série de conférences, l'état des connaissances en sciences et en politiques dans quatre grands domaines. L'objectif est de contribuer à faire progresser les connaissances fondamentales et la formation politique dans le contexte africain et, donc, de renforcer les initiatives de développement futur des capacités dans la région.

84. **Projet : les années de sagesse** : Cette étude documentaire et étude de cas électronique, produite par le studio des médias de l'ONU en collaboration avec l'OMS, analyse le phénomène du vieillissement au Japon.

IV. Développement des capacités en 2008

85. L'action menée par l'Université des Nations Unies en matière de formation et de développement des capacités est centrée sur les capacités individuelles, collectives et institutionnelles d'apprentissage autonome, sur la création de connaissances et de technologies nouvelles, l'accumulation de savoirs et la mise en œuvre d'activités de développement. L'Université des Nations Unies vise l'effet multiplicateur en se concentrant sur la formation des formateurs, des maîtres de recherche et des décideurs, notamment politiques. Parallèlement à cette démarche, l'Université souhaite faire progresser l'état des connaissances au sujet des problèmes mondiaux les plus pressants et transmettre directement ces connaissances aux jeunes universitaires, chercheurs et praticiens. En 2008, elle a organisé 94 stages de formation spécialisée et 14 cours de formation en ligne. Elle a aussi décerné 237 bourses et proposé 125 possibilités de stage.

86. **Formation de courte durée.** L'ONU organise ou appuie une série de stages de formation et d'ateliers de courte durée (deux mois au maximum), destinés principalement à des étudiants du troisième cycle et à des spécialistes. En 2008, en coopération avec divers partenaires, elle a organisé des cours de formation de courte durée et des ateliers dans les domaines suivants :

a) *En Afrique* : Pêcheries, inspection de la pêche, gouvernance électronique, nutrition, ressources géothermiques, gestion et développement de projets géothermiques;

b) *En Amérique et dans les Caraïbes* : Pêcheries, génétique humaine et médicale, génétique et entomologie de police scientifique, gouvernance électronique, protéomique et spectrométrie de masse;

c) *En Asie et dans le Pacifique* : Statistiques relatives à la pêche et évaluation des stocks, politiques et planification de la pêche, analyse des polluants organiques persistants, évaluation des risques de catastrophes naturelles provoquées par des inondations, ressources géothermiques, gouvernance des nouveaux problèmes mondiaux, changements environnementaux, mondialisation et système multilatéral, commerce international et développement, gouvernance électronique, consommation et production durables, cycle de l'eau, codification des maladies aux fins de la répartition des cas à traiter, éducation à l'entente internationale, gestion des catastrophes et assistance humanitaire, changements climatiques, sécurité énergétique et alimentaire, gestion évolutive de l'eau, biodiversité dans les écosystèmes de mangrove, gestion collective des terres;

d) *En Europe* : Prévention et gestion des catastrophes, évaluation et gestion des risques géologiques, évolution de l'environnement, migrations et vulnérabilité sociale, gouvernance océanique régionale, gestion des risques au niveau municipal;

e) *Au Moyen-Orient* : Études d'impact sur l'environnement côtier et marin, économie et développement des médias, libertés dans les universités arabes, énergies renouvelables, politiques d'innovation dans les pays en développement,

entreprenariat social, résolution de conflit et consolidation de la paix, changements climatiques, gestion de l'enseignement supérieur, droits de l'homme.

87. **Formation de longue durée.** En 2008, l'ONU a offert plusieurs programmes de formation de longue durée. Parmi ceux-ci, on retiendra deux programmes de formation d'une durée de six mois en Islande, l'un sur la pêche et l'autre sur la géothermie, des bourses de recherche à l'Institut de recherche technologique alimentaire central en Inde, une formation d'une durée de huit mois dans le domaine de la télédétection à l'Institut national des recherches spatiales du Brésil, et un programme d'un an de bourses de recherche en technologie alimentaire à l'Institut national de recherche alimentaire au Japon (avec l'appui de l'entreprise Kirin Brewery).

88. **Programme d'études sanctionnées par un diplôme.** L'ONU appuie des programmes d'études sanctionnées par un diplôme de master en sciences et de doctorat destinés à des universitaires de pays en développement. Pour l'année 2008, elle a appuyé un programme de master en sciences sur la gestion intégrée des sols en zones arides (ONU/ESD, UNU/INSWEH, et des institutions en Tunisie, en Chine, en République arabe syrienne et au Japon); un programme d'ingénieur en gestion et supervision hydrauliques (ONU/ESD et Asian Institute of Technology), un programme de master et de doctorat en géothermie (ONU/GTP et Université d'Islande), un master en santé publique (ONU/IIGH, Université nationale de Malaisie et Université polytechnique du Yémen); des études du troisième cycle en sciences halieutiques et alimentaires (Programme de formation sur la pêche de l'ONU et de l'Université d'Islande); un programme de master et de doctorat en sciences marines et halieutiques (programme de formation sur la pêche de l'ONU, de l'Université d'Islande et de l'Université d'Akureyri), des programmes de doctorat menés en collaboration par l'ONU/IIST et diverses universités; un programme de master de l'Institut international de l'Université des Nations Unies pour la formation de dirigeants (avec l'Université de Jordanie); un doctorat en économie et études politiques du changement technique de l'ONU/MERIT et de l'Université de Maastricht. Le Centre de l'ONU à Tokyo a aussi organisé un programme commun du troisième cycle en relations internationales à l'intention d'étudiants d'universités japonaises, comprenant des cours sur a) le droit international des droits de l'homme et l'assistance humanitaire, b) l'étude des conflits : prévention des conflits, rétablissement et consolidation de la paix, et c) le développement : évaluation des expériences des 50 dernières années et du règlement des principaux problèmes.

89. **Stages et bourses de recherche.** L'ONU offre à de jeunes chercheurs hautement qualifiés des possibilités de collaborer pour une courte durée avec l'équipe de l'ONU. En 2008, elle a offert des bourses et proposé des stages dans divers cadres : les programmes pour stagiaires et boursiers résidents et invités du Programme international sur les dimensions humaines des changements planétaires, le programme de bourses de postdoctorat de l'ONU et de la Japan Society for the Promotion of Science (Centre de l'ONU et UNU/IAS), le programme de stage de l'ONU/CRIS, le programme de doctorat et celui de chercheurs visiteurs de l'ONU/CRIS, les programmes de doctorat du Forum sur l'absence totale d'émissions de polluants de l'ONU/EHS, le programme de bourses de la Fondation Canon et de l'ONU/IAS, le programme de stages de l'ONU/IAS (avec le National Graduate Institute for Policy Studies, la Foundation for Advanced Studies on International Development, l'Agence japonaise de coopération internationale et le

Centre des organismes internationaux de Yokohama), le programme de bourses pour jeunes spécialistes et le programme de bourses de doctorat de l'UNU/IAS, le programme de bourses de postdoctorat de l'UNU/IAS, le programme de bourses, notamment de postdoctorat, de l'UNU/IIST et le programme de bourses publiques internationales UNU/IIST/EGOV, les bourses de troisième cycle de l'UNU/INWEH, le programme de bourses professorales UNU/MERIT, le programme pour jeunes spécialistes du Bureau de l'UNU à New York, et le programme de stages de recherche de doctorat de l'UNU/WIDER et le programme de boursiers invités et de visites de courte durée de l'UNU/WIDER.

90. **Soutien aux réseaux.** L'UNU appuie la constitution de réseaux permettant aux universitaires de pays en développement de dialoguer avec l'ensemble de la communauté universitaire et professionnelle et avec des dirigeants politiques. L'une de ces activités est la conférence biennale organisée par le Comité africain sur la recherche en informatique (CARI). L'UNU a soutenu l'organisation de l'édition 2008 du colloque du CARI, qui s'est tenue en octobre au Maroc, en fournissant une assistance financière visant à couvrir les frais de voyage de jeunes scientifiques africains issus de l'université ou de centres de recherche, principalement dans des pays d'Afrique francophone.

91. **Formation en ligne.** Le studio des médias et la formation en ligne de l'UNU organisent leur action autour de deux grands objectifs : a) rationaliser la formation en ligne et les activités de communication et de collaboration fondées sur le web dans tout le système de l'UNU; et b) produire du matériel didactique vidéo et documentaire. En février, le studio des médias de l'UNU, en coopération avec l'UNU/IIST, l'UNU/INWEH et l'UNU/MERIT, a lancé officiellement le portail de libre accès aux cours, qui offre un accès libre aux documents utilisés dans 15 cours différents. Il fournit aussi une aide directe au partenariat de l'initiative Asie-Pacifique, notamment en assurant la transmission par vidéoconférence de séminaires semestriels donnés par un réseau d'universités de la région. Son documentaire vidéo *Voices of the Chichinautzin* a reçu le prix du meilleur documentaire sur les sciences et l'écologie au deuxième Festival du film ibéro-américain à Tepoztlán (Mexique) en mai, et le prix du Feature documentary Sandcastle au Festival du film Moondance International, à Boulder, au Colorado, en septembre. Son autre documentaire *Saving the Ayuquila River*, a été classé parmi les finalistes du Stockholm Challenge Award 2008, en mai.

92. **Programme d'assistance financière de l'UNU.** En 2008, le programme d'assistance financière de l'UNU (qui bénéficie de l'aide financière du Ministère des affaires étrangères du Japon et de l'Agence de la coopération internationale japonaise) a aidé quelque 140 étudiants étrangers fréquentant 34 universités au Japon.

V. Communication et diffusion en 2008

93. Pour que les informations pertinentes atteignent le public visé utilement et en temps opportun, l'Université des Nations Unies diffuse ses documents sur papier et par voie électronique, organise de nombreux événements et mène diverses activités de diffusion.

94. **Publications imprimées.** En 2008, les presses de l'UNU ont publié 14 nouveaux titres, réimprimé 11 titres et accordé des licences à sept éditions

locales de réimpression bon marché de leurs ouvrages pour la vente dans les régions en développement. Leurs recettes annuelles des ventes ont été similaires à celles obtenues au cours de la décennie précédente. Plus de 10 200 copies d'ouvrages des presses de l'ONU ont été vendues et 1 200 exemplaires ont été distribués gracieusement à des bibliothèques et à des ONG de pays en développement, revues spécialisées, critiques de livres et distributeurs de presse, universitaires et autres. Les titres qui se sont le mieux vendus en 2008 sont *Trafficking in Humans* (2008), *Atrocities and International Accountability* (2007) et *Institutional Change and Economic Development* (2007). Les presses de l'ONU ont également produit huit bulletins d'information et trois bulletins de recherche.

95. **Médias numériques.** Plus que tout autre moyen de communication, le site Web de l'ONU représente l'image de l'Université. Pour beaucoup, il est le moyen principal – et parfois le seul – de connaître l'action et les activités de l'ONU. En 2008, le site Web principal a été consulté plus de 36 000 fois par mois en moyenne (et 82 000 pages ont été consultées). Une innovation importante, sur ce site Web principal, a été la production et la publication d'une série d'entrevues, en « balados vidéo », avec des délégués de premier plan présents à la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (mai) et des participants au symposium sur les changements climatiques du G-8 organisé en juillet. Ces balados vidéo ont aussi été mis à disposition sur des sites très populaires tels que Youtube et Vimeo.

96. Parmi les bulletins en ligne et les blogs du système de l'ONU, on compte *UNU Update* et *Our World 2.0*, du Centre de l'ONU à Tokyo, *WIDER Angle* de l'ONU-WIDER, *e-CRIS* de l'ONU-CRIS, *I&T Weekly* et *Access to Knowledge* de l'UNU-MERIT, *TK Bulletin* de l'ONU-IAS, et *UNU-EHS Update*. Le portail vidéo de l'ONU, dont s'occupe le Centre informatique du campus de l'ONU, permet d'accéder, sur support numérique, aux grands événements de l'ONU et à d'autres manifestations; quelque 140 présentations vidéo, dont un grand nombre en anglais et en japonais (et près de 40 nouvelles en 2008) sont accessibles à tous. Le Bureau de l'Université des Nations Unies à New York réalise des interviews vidéo avec des experts qui assistent à des manifestations de l'ONU à New York; en 2008, il a produit quelque 20 vidéos.

97. **Médias et relations publiques.** En 2008, le bureau des communications de l'ONU a publié plus de 50 communiqués de presse, sur des manifestations et activités de recherche de l'ONU, dans de grands journaux et sur des sites d'information en ligne. Parmi les autres activités médiatiques et de relations publiques réalisées au cours de l'année, on mentionnera la coordination d'un programme hebdomadaire d'une demi-heure sur Radio Nippon, comprenant des entretiens avec des personnes travaillant pour le système des Nations Unies dans le monde entier; la coordination d'interviews avec des participants à des événements organisés par l'ONU; la tenue d'entretiens informels avec des représentants de la presse japonaise et l'organisation de nombreuses sessions d'information publiques de l'ONU, dont une pour une délégation de haut niveau du Ministère de la défense japonais.

98. **Service de bibliothèque.** La bibliothèque de l'ONU à Tokyo continue de constituer des collections fiables et des systèmes conviviaux de support pour la recherche. Ses ressources électroniques ont été étendues, tout comme le répertoire des produits de recherche de l'ONU (qui contient aujourd'hui plus de

3 100 produits, dont quelque 1 400 disponibles sur support électronique). En appui au portail du site Web « Priority Africa », une bibliographie des documents publiés par l'ONU de 1976 à mai 2008 sur « l'Afrique et les questions connexes » a été réalisée. Dans le cadre de la série mensuelle de conférences de la bibliothèque de l'ONU, organisée en coopération avec le centre d'information de l'ONU à Tokyo, des exposés ont été présentés par des représentants d'institutions des Nations Unies.

99. **Manifestations publiques.** En 2008, des services du système de l'ONU ont organisé ou coorganisé plus de 400 manifestations publiques (dont des conférences, symposiums, séminaires et conférences). On retiendra, en particulier, parmi les principales manifestations « régulières » organisées ou coorganisées par l'ONU durant l'année, l'exposé Charles Cooper du docteur Shyama Ramani (Maastricht), l'édition annuelle de la conférence de l'ONU-WIDER, prononcée par l'Administrateur du PNUD Kemal Dervis (Helsinki), le débat public de la Journée internationale de la femme (Tokyo), l'exposé de haut niveau de l'ONU-ILI prononcé par Zaid Asali (Amman), la quatorzième conférence U Thant qui a accueilli comme orateur l'ancien Président de la Finlande, Martti Ahtisaari (Tokyo), la quinzième conférence U Thant, qui a accueilli comme orateur le Président du Sénégal, Abdoulaye Wade (Tokyo), la conférence internationale UNU/UNESCO sur le thème de « la mondialisation et les langues » (Tokyo), l'édition annuelle du Congrès de la Journée de l'Afrique, consacrée à « la situation alimentaire de l'Afrique » (Tokyo), le symposium de la Journée des Nations Unies et les manifestations consacrées aux changements climatiques (Tokyo), la deuxième Conférence internationale sur la gouvernance électronique (Le Caire), deux éditions du Dialogue de Bonn (Bonn) et, enfin, deux conférences de la série africaine UNU-Cornell (New York).

100. Parmi les autres grandes manifestations publiques organisées ou coorganisées par des services du système mondial de l'ONU durant l'année, on retiendra les neuf exposés de la Série du Dialogue du G-8 (Tokyo), une table ronde publique sur « Les connaissances et l'apprentissage social au service du changement social et de la viabilité » (Berlin), une conférence sur le thème de la « Comparaison entre les régionalismes : L'Europe et l'Asie de l'Est » (Beijing), une conférence sur le thème de la « sécurité alimentaire » (Tokyo), un forum sur « les peuples autochtones et les changements climatiques » (Darwin), la deuxième Conférence internationale sur les microdonnées concernant l'innovation dans les économies en développement (Beijing); 16 manifestations parallèles à la neuvième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (Bonn), cinq manifestations officielles de la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Yokohama), la deuxième Assemblée générale sur les solutions à mettre en place pour régler le problème des déchets d'équipements électriques et électroniques (Stockholm), le symposium sur la « Journée internationale de la diversité biologique » (Tokyo), le séminaire de lancement de la note d'information « Stemming decline of the coastal ocean » (New York), le symposium du G-8 de l'ONU sur le thème de « l'innovation et l'esprit d'entreprise face aux changements climatiques » (Tokyo), l'atelier de commémoration du trentième anniversaire du programme de formation en géothermie de l'ONU (Reykjavík), la Conférence internationale sur les soins de santé de 2008 (Kuala Lumpur), la Conférence des ministres de la santé de la région Asie-Pacifique consacrée aux changements climatiques (Kuala Lumpur), le symposium sur le thème des « suites à donner à l'année polaire internationale », le premier forum mondial sur le recyclage (Berlin), le Salon de la paix et de la créativité (Tokyo), la conférence consacrée à la culture et

aux connaissances traditionnelles dans le domaine des forêts en Asie (Séoul), la conférence sur le thème de « l'environnement, les migrations forcées et la vulnérabilité sociale » (Bonn), la conférence sur la « viabilité écologique de la pêche » (Reykjavík), l'atelier sur l'assainissement (Hamilton – Canada), l'exposé du Vice-Président de la Colombie, Francisco Calderón, sur le « partage des responsabilités » (Tokyo), le premier Forum mondial sur les glissements de terrain (Tokyo), le séminaire sur les « populations des zones arides marginales » (Istanbul), la cinquième Conférence internationale sur l'innovation et la gestion (Maastricht), la manifestation parallèle et le lancement du rapport en marge de la quatorzième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Pologne).

101. **Communication avec le public.** La série des séminaires mondiaux de l'ONU répond à la volonté de rapprocher les étudiants des universités et les jeunes spécialistes autour des grandes questions qui intéressent l'humanité et du rôle joué par l'ONU dans ces domaines. En 2008, 11 sessions des séminaires mondiaux de l'ONU ont accueilli près de 600 participants, dans sept villes du Japon et de la Chine, de la République de Corée, du Ghana et de l'Afrique du Sud.

Annexe I

Membres du Conseil de l'ONU

Membres nommés

Jayantha Dhanapala (Sri Lanka) (Président du Conseil), ancien Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement au Siège de l'ONU, à New York, et ancien Ambassadeur et Représentant permanent du Sri Lanka auprès de l'ONU à Genève

Sheikha Abdulla Al-Misnad (Qatar), Président de l'Université du Qatar à Doha

Paolo Blasi (Italie), professeur de physique à l'Université de Florence; ancien recteur de l'Université de Florence

Lidia R. Arthur Brito (Mozambique), professeur assistante, Faculté d'agronomie et de foresterie de l'Université Eduardo Mondlane; ancienne Ministre de l'éducation supérieure, des sciences et des technologies du Mozambique

Angela Cropper (Trinité-et-Tobago), Sous-Secrétaire générale de l'ONU, Directrice exécutive adjointe du Programme des Nations Unies pour l'environnement

Juan Ramón de la Fuente (Mexique), Président de l'Association internationale des universités, ancien recteur de l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM)

Gloria Cristina Flórez (Pérou), professeur, Faculté des sciences sociales, Université nationale de San Marcos (Lima)

Louise Fresco (Pays-Bas), professeur spécialisée dans les fondements du développement durable dans une perspective internationale, Université d'Amsterdam

Eduardo Carrega Marçal Grilo (Portugal), membre de la Fondation Gulbenkian, ancien Ministre de l'éducation du Portugal

Ji Fusheng (Chine), consultant indépendant, ancien Directeur général du Département des technologies de pointe et de la recherche fondamentale de la Chine, ancien conseiller à la Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'ONU

Fadia Kiwan (Liban), professeur de sciences politiques et Directrice à la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université St. Joseph (Beyrouth)

Marju Lauristin (Estonie), professeur de communication sociale, Université de Tartu; ancien Ministre des affaires sociales d'Estonie

Andrei Marga (Roumanie), Président du Conseil et ancien recteur de l'Université de Babes-Bolyai

Goolam Mohamedbhai (Maurice), Secrétaire général de l'Association des universités africaines; ancien Président de l'Association internationale des universités

Otto S. R. Ongkosongo (Indonésie), professeur de géologie et recherche, Institut de recherche océanographique, Institut indonésien des sciences (Jakarta)

Akilagpa Sawyerr (Ghana), ancien Secrétaire général de l'Association des universités africaines, vice-recteur et professeur de droit à l'Université du Ghana

Francisco Komlavi Seddoh (Togo), président du Groupe de travail de l'UNESCO – République démocratique du Congo et région des Grands Lacs; Directeur par intérim de la formation des enseignants

Gita Sen (Inde), Centre d'études politiques, Institut indien de gestion (Bangalore), professeur adjoint au Centre sur la population et la santé internationale de l'Université de Harvard

Terusuke Terada (Japon), Président du Centre de la presse étrangère au Japon; ancien Ambassadeur du Japon au Mexique, au Belize et en République de Corée

Hebe María Cristina Vessuri (République bolivarienne du Venezuela), chercheuse principale et directrice du Département des sciences sociales à l'Institut vénézuélien de recherche scientifique (IVIC) (Caracas)

David Ward (États-Unis d'Amérique), consultant, American Council on Education, ancien recteur de l'Université du Wisconsin à Madison

Ivan Wilhelm (République tchèque), ancien recteur de l'Université Charles, de Prague

Margret Wintermantel (Allemagne), Présidente de la Conférence des recteurs d'Allemagne, Présidente de l'Université de la Sarre (Saarbrücken)

Alison Wolf (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), professeur en gestion du secteur public Sir Roy Griffiths au King's College de Londres, Université de Londres

Recteur de l'UNU

Konrad Osterwalder, (Suisse)

Membres de droit

Ban Ki-moon (République de Corée), Secrétaire général de l'ONU (New York)

Koïchiro Matsuura (Japon), Directeur général de l'UNESCO (Paris)

Carlos Lopes (Guinée-Bissau), Directeur exécutif de l'UNITAR

Annexe II

Système de l'Université des Nations Unies

Centres de l'UNU

Centre de l'UNU à Tokyo, Centre de l'UNU à Kuala Lumpur, Vice-rectorat de l'UNU en Europe (UNU-Vi) à Bonn, Bureau de l'UNU à l'ONU (UNU-ONY), Bureau de l'UNU à l'UNESCO, à Paris

Centres et programmes de recherche et de formation

Programme de biotechnologie en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNU-BIOLAC), Caracas

Programme d'études comparatives sur l'intégration régionale (UNU-CRIS), Bruges (Belgique)

Institut de l'UNU pour l'environnement et la sécurité humaine (UNU-EHS), Bonn (Allemagne)

Programme d'alimentation et de nutrition pour le développement humain et social de l'UNU (UNU-FNP), Ithaca, NY (États-Unis d'Amérique)

Programme de formation halieutique et programme de formation en géothermie (UNU/FTP et UNU/GTP), Reykjavik

Institut des hautes études de l'UNU, Yokohama (Japon)

Institut international de l'Université des Nations Unies pour la santé mondiale, Kuala Lumpur

Institut international pour la technologie des logiciels de l'UNU, Macao (Chine)

Institut international de l'Université des Nations Unies pour la formation de dirigeants, Amman

Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique de l'UNU, Accra

Réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé de l'UNU, Hamilton (Ontario-Canada)

Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie, Maastricht (Pays-Bas)

Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement, Helsinki